

Communication

Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 31 11
communications@snb.ch

Zurich, le 4 janvier 2012

La BNS publie le règlement interne régissant les opérations passées en nom propre et le rapport d'audit de PwC

Une information détaillée du public par Philipp Hildebrand aura lieu le jeudi 5 janvier 2012

La Direction générale de la Banque nationale suisse (BNS) publie, avec l'autorisation du Conseil de banque, le règlement interne régissant les opérations sur instruments financiers passées en nom propre par les membres de la Direction générale élargie (annexe). Par ailleurs, le Conseil de banque a également autorisé la publication du rapport du 21 décembre 2011, établi à sa demande par PricewaterhouseCoopers (PwC), portant sur les audits approfondis relatifs à Philipp Hildebrand. Ce rapport expose en détail les opérations financières de la famille Hildebrand et leur contexte.

En outre, le président de la Direction générale de la Banque nationale prendra position sur les événements de ces derniers jours dans l'après-midi du jeudi 5 janvier 2012 et se tiendra à disposition pour répondre aux questions. Une invitation sera envoyée sous peu.

Le rapport de PwC montre que la récente présentation par certains médias des transactions de la famille Hildebrand est en partie inexacte et ne contient aucun élément dont les organes de révision n'aient eu connaissance.

Toute demande relative au règlement interne régissant les opérations passées en nom propre ou au rapport de PwC doit être adressée au service Communication de la BNS.

Règlement régissant les opérations sur instruments financiers passées en nom propre par les membres de la Direction générale élargie

du 16 avril 2010

I. Dispositions générales

Art. 1 But et champ d'application

¹ Les présentes directives générales définissent les restrictions relatives aux opérations sur instruments financiers passées en nom propre par les membres de la Direction générale élargie de la Banque nationale suisse (BNS).

² Elles visent à éviter les conflits d'intérêt ainsi que l'usage abusif d'informations et, partant, à protéger la bonne réputation de la BNS. Il s'agit notamment de ne pas laisser à penser qu'un membre de la Direction générale élargie effectue, sur la base d'informations confidentielles, des opérations à son profit ou qu'il prend des décisions de politique monétaire sous l'influence d'intérêts privés.

Art. 2 Définition

¹ Dans les présentes directives générales, on entend par opération en nom propre toute transaction juridique sur des instruments financiers conclue par les membres de la Direction générale élargie pour leur propre compte ou pour celui d'un tiers. En font notamment partie les opérations juridiques exécutées pour le compte d'un parent proche, d'une personne vivant sous le même toit, d'une communauté d'héritiers ou d'une tierce personne dans le cadre d'un mandat (tutelle, fonction publique, conseil).

² Sont également considérées comme des opérations en nom propre les transactions visant à contourner ces restrictions, notamment grâce au concours de tiers.

Art. 3 Opérations en nom propre autorisées

¹ Les membres de la Direction générale élargie peuvent passer en nom propre tous types d'opérations sur instruments financiers, dès lors qu'elles ne sont pas explicitement interdites par les présentes directives générales.

² La tenue de comptes bancaires, la détention d'obligations de caisse, l'achat et la vente de devises et de billets de banque étrangers en vue de voyages à titre privé ainsi que l'acquisition personnelle de patrimoine non financier (par

exemple véhicules automobiles, antiquités) ne font l'objet d'aucune restriction. Concernant les obligations de caisse, les restrictions émises à l'article 4 s'appliquent.

II. Restrictions relatives aux opérations en nom propre

Art. 4 Usage abusif d'informations privilégiées

¹ Sont interdites les opérations passées en nom propre par les membres de la Direction générale élargie dans le dessein d'exploiter des informations non rendues publiques portant notamment sur:

- les intentions de la BNS en matière de politique monétaire;
- l'accomplissement des tâches légales de la BNS au sens de l'article 5 LBN; ou
- les relations de la BNS avec les banques, d'autres acteurs du marché financier ou d'autres clients.

² Il est proscrit de passer, en connaissance de cause, des opérations en nom propre antérieurement ou simultanément à des transactions prévues ou décidées par la BNS (*front running* et *parallel running*).

³ Si des membres de la Direction générale élargie ont accès à des informations non rendues publiques sur des problèmes mettant en péril l'existence d'une banque, ils ne doivent effectuer des retraits auprès de celle-ci ou d'autres transactions sortant de la marche normale des affaires qu'avec l'accord préalable de la cellule Compliance de la BNS¹.

Art. 5 Transactions interdites avec les banques suisses

Les membres de la Direction générale élargie n'ont pas le droit:

- a) d'acheter, de vendre ou de détenir des actions, d'autres titres de participation ou des emprunts obligataires émis par une banque au sens de l'article 3 de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne;
- b) d'acheter, de vendre ou de détenir des dérivés dont le sous-jacent est lié à des instruments financiers mentionnés à la lettre a);
- c) d'acheter, de vendre ou de détenir des parts dans des organismes de placements collectifs de capitaux qui se concentrent sur des instruments financiers précisés aux lettres a) et b).

¹ La cellule réunit les chefs du Service juridique, de la Sécurité et de la Révision interne.

Art. 6 Opérations réglementées

¹ Les membres de la Direction générale élargie doivent prendre les mesures nécessaires pour que

- a) leur portefeuille d'actions ou d'autres titres de participation (sans titres de banques en Suisse) soit géré passivement ou par un tiers indépendant qui n'est pas lié par des instructions (mandat de gestion discrétionnaire);
- b) leur portefeuille de titres de créance à revenu fixe libellés en francs suisses (en particulier les emprunts obligataires et les instruments du marché monétaire) et de dérivés relatifs à ces instruments financiers soit géré passivement ou par un tiers indépendant qui n'est pas lié par des instructions (mandat de gestion discrétionnaire);
- c) le risque de change découlant de leurs avoirs et instruments financiers en monnaies étrangères (y compris les dérivés en monnaies étrangères) soit géré passivement ou par un tiers indépendant qui n'est pas lié par des instructions (mandat de gestion discrétionnaire) ;
- d) leurs avoirs en or (y compris les produits dérivés sur l'or) soient gérés passivement ou par un tiers indépendant qui n'est pas lié par des instructions (mandat de gestion discrétionnaire).

² Un portefeuille est considéré comme géré passivement si les instruments financiers qui le composent sont détenus pendant au moins six mois.

³ Les autres instruments financiers autorisés doivent être détenus pendant au moins sept jours.

III. Exceptions

Art. 7 Autorisation exceptionnelle

Sur demande, le président du Conseil de banque peut accorder, dans des cas justifiés, des dérogations aux restrictions susmentionnées.

IV. Surveillance et contrôle

Art. 8 Relevés et justificatifs

Une fois par an, avant la fin du premier trimestre, les membres de la Direction générale élargie doivent mettre à la disposition de l'organe de révision externe de la Banque nationale suisse les documents suivants:

- a) une copie des pages indiquant, dans leur dernière déclaration fiscale, l'état de leur fortune (avoirs et engagements);

-
- b) une copie de l'état des titres accompagnant leur dernière déclaration d'impôt (extraits de comptes et de dépôts des banques et des prestataires de services financiers pour la période considérée);
 - c) les données relatives à d'éventuels mandats de gestion de fortune (procuration générale avec précision de la stratégie de placement à suivre).

Art. 9 Déclaration

Au début de chaque année civile, les membres de la Direction générale élargie doivent confirmer par écrit au président du Conseil de banque qu'ils ont bien respecté, pendant l'année écoulée, les dispositions des présentes directives générales.

Art. 10 Contrôle

L'organe de révision externe de la BNS contrôle le respect des présentes directives générales en se basant sur les relevés et les justificatifs fournis par chacun des membres de la Direction générale élargie. En cas de soupçon, il peut réclamer tous les documents relatifs à une transaction. Il remet au président du Conseil de banque un rapport annuel sur ses contrôles.

V. Dispositions transitoires et finales

Art. 11 Dispositions transitoires

¹ Les anciens et les nouveaux membres élus de la Direction générale élargie

- déclarent dans les sept jours au président du Conseil de banque les instruments financiers qu'ils ne sont pas autorisés à détenir, et
- prennent les dispositions nécessaires pour se conformer auxdites directives d'ici à la fin de l'année civile au cours de laquelle les présentes directives générales sont entrées en vigueur ou au cours de laquelle le membre concerné de la Direction générale élargie a pris ses fonctions à la BNS.

² Le chiffre 1 s'applique par analogie si l'acquisition des instruments financiers découle d'une succession ou d'une donation.

Art. 12 Entrée en vigueur

Les présentes directives générales entrent en vigueur le 1^{er} mai 2010. Elles remplacent les directives générales du 25 juin 2004 sur les opérations financières privées des membres de la Direction de la Banque.



Vertraulich

Dr. Hansueli Raggenbass
Präsident des Bankrates
Schweizerische Nationalbank (SNB)
Bundesplatz 1
3003 Bern

21. Dezember 2011

Reglement über Eigengeschäfte mit Finanzinstrumenten der Mitglieder des Erweiterten Direktoriums - Bericht über erweiterte Prüfungshandlungen bei Philipp M. Hildebrand („PMH“)

Sehr geehrter Herr Dr. Raggenbass

Wir beziehen uns auf unsere telefonische Besprechung vom 16. Dezember 2011 in oben erwähnter Sache. Mit diesem Schreiben informieren wir Sie über unsere Prüfungshandlungen, welche wir im Zeitraum vom 16. bis 20. Dezember 2011 durchgeführt haben, sowie unsere Prüfungsergebnisse.

Ausgangslage

Eigengeschäfte mit Finanzinstrumenten der Mitglieder des Erweiterten Direktoriums der SNB sind im Reglement vom 16. April 2010 („Reglement“) festgelegt. Basierend auf Art. 10 des Reglements überprüft die externe Revisionsstelle jährlich die Einhaltung dieser Richtlinien aufgrund von bestimmten Meldungen und Unterlagen (Art. 8) sowie einer zuhanden des Präsidenten des Bankrates abgegebenen Erklärung (Art. 9).

Gestützt auf Art. 10 des Reglements haben Sie uns mit der Prüfung von Transaktionsdokumenten beauftragt.

Auftrag

Sie haben uns beauftragt, die Einhaltung des Reglements bei PMH für die Periode vom 1. Januar 2011 bis 15. Dezember 2011 zu überprüfen.

Unsere Aufgabe besteht darin, aufgrund der uns vom Leiter Recht und Dienste der SNB zur Verfügung gestellten Unterlagen zu beurteilen, ob das Reglement eingehalten wurde.



Zusammenfassung der Prüfungshandlungen und Prüfungsergebnisse

Beurteilung der erhaltenen Unterlagen

Die Unterlagen wurden uns in Kopie durch den Leiter Recht und Dienste der SNB zwischen dem 16. – 20. Dezember 2011 zur Verfügung gestellt. Wir haben unsererseits keine Direkt-/Saldobestätigungen bei den Banken eingefordert. Eine Aufstellung der erhaltenen Unterlagen und eine entsprechende Beurteilung ist in der Beilage I ersichtlich.

Bei der Durchsicht der erhaltenen Bankunterlagen haben wir folgende Feststellungen gemacht:

- Bei den meisten Transaktionen handelt es sich um Geldflüsse, welche im Zusammenhang mit dem normalen Lebensunterhalt (Ausgaben, Einkommen), den Geschäftsaktivitäten der Ehefrau sowie den Immobilien stehen.
- Es wurden im Prüfungszeitraum nur wenige Eigengeschäfte in Finanzinstrumenten getätigt, diese beschränken sich auf Devisengeschäfte und den Kauf von Aktien (ohne Papiere inländischer Banken).

Die erhaltenen Unterlagen decken sämtliche Bankverbindungen ab, welche in der von PMH unterzeichneten Vollständigkeitserklärung vom 20. Dezember 2011 aufgeführt sind (siehe Beilage 2).

Im Folgenden kommentieren wir lediglich die für die Beurteilung der Einhaltung des Reglements relevanten Devisengeschäfte und Wertschriftengeschäfte/Finanzinstrumente.

Beurteilung der getätigten Devisengeschäfte

Bei den meisten Devisengeschäften handelt es sich um den An- und Verkauf von Devisen im Sinne von Art. 3 Abs. 2 des Reglements. Solche Devisengeschäfte unterliegen keinen Einschränkungen, sofern sie für den persönlichen Erwerb von Nichtfinanzvermögen getätigt wurden. Die uns vorgelegten Unterlagen zeigen auf, dass entsprechende Devisen gekauft wurden, um Zahlungen an Dritte in fremder Währung zu leisten. Devisen wurden verkauft im Zusammenhang mit erhaltenen Zahlungen in fremder Währung (z.B. im Geschäft der Ehefrau).

Aus der nachstehenden Übersicht sind die Devisengeschäfte ersichtlich, welche möglicherweise Einschränkungen unterliegen und deshalb auch eine Einschätzung bezüglich privilegierten Informationen (Art. 4 Reglement) respektive reglementierte Geschäfte (Art. 6 Reglement) notwendig machen.

Ref. No.	Bank	Datum	Transaktion	Bemerkung
1	Sarasin	10.03.11	Kauf USD 1'173k / Verkauf CHF 1'100k USD/CHF 0.9375	USD Währungsallokation (nach Verkauf Liegenschaft in der Schweiz)
		17.03.11	<p><u>Einschätzung bezüglich privilegierten Informationen</u> Die SNB hat ihre geldpolitische Lagebeurteilung gemacht und die expansive Geldpolitik bestätigt. Das USD/CHF Kursverhältnis ist nach der Transaktion No. 1 rsp. Ankündigung bis Ende März 2011 laufend von 0.94 auf 0.92 gesunken. Die Kursentwicklung war somit unvorteilhaft für PMH. Ein Ausnutzen von privilegierten Informationen ist nicht erkennbar.</p> <p><u>Einschätzung bezüglich reglementierter Geschäfte</u> Die Währungsallokation ist im Zusammenhang mit dem Verkauf einer Liegenschaft zu sehen (wir haben die entsprechenden Verträge vom 29.11.2010 rsp. 15.12.2010 eingesehen). Gemäss Art. 6 Abs. 1 lit. C Reglement sind Fremdwährungspositionen passiv oder durch einen unabhängigen Dritten zu verwalten. Die Position wurde für eine Dauer von mehr als 6 Monate gehalten und somit gemäss Art. 6 Abs. 2 Reglement passiv gehalten.</p>	
2	Sarasin	15.08.11	Kauf USD 504k / Verkauf CHF 400k USD/CHF 0.7929	USD Währungsallokation (Erhöhung des USD Exposure auf 50% des Finanzvermögens), davon USD 20k für Unterkonto Tochter
		17.08.11	<p><u>Einschätzung bezüglich privilegierten Informationen</u> Die SNB hat beschlossen, die Liquidität auf dem CHF-Geldmarkt nochmals signifikant zu erhöhen. Das USD/CHF Kursverhältnis ist nach den Transaktionen No. 2 rsp. Ankündigung bis Ende August 2011 laufend von 0.79 auf 0.82 angestiegen. Die Kursentwicklung war somit für PMH vorteilhaft.</p> <p><u>Einschätzung bezüglich reglementierter Geschäfte</u> Der USD-Kauf wurde von der Ehefrau veranlasst, welche einen USD Anteil am Finanzvermögen von rund 50% anstrebt.</p> <p>Die Beurteilung dieser Transaktion wird nachstehend separat erläutert.</p>	
		6.09.11	Die SNB legt Mindestkurs von 1.20 Franken pro Euro fest.	

Ref. No.	Bank	Datum	Transaktion	Bemerkung
3	Sarasin	04.10.11	Verkauf USD 516k / Kauf CHF 475k USD/CHF 0.9202	Währungsallokation im Zusammenhang mit Kauf Liegenschaft in der Schweiz
			<p><u>Einschätzung bezüglich privilegierten Informationen</u> Bis zum 31.10.2011 (Zwischenbericht der SNB) wurden keine für diesen Auftrag relevanten Informationen veröffentlicht. Es sind somit keine Indikationen auf das Ausnutzen privilegierter Informationen bezüglich Transaktion No. 3 ersichtlich. Die Kursentwicklung des USD seit dem Kauf vom 10.3.2011 bis zum Verkauf am 04.10.11 war für PMH unvorteilhaft.</p> <p><u>Einschätzung bezüglich reglementierter Geschäfte</u> Der USD-Verkauf ist im Zusammenhang mit dem Kauf einer Liegenschaft in der Schweiz zu sehen (wir haben den entsprechenden Kaufvertrag vom 6. Oktober 2011 eingesehen). Diese Transaktion ist somit im Einklang mit Art. 3 Abs. 2, wonach der Verkauf von Devisen für den Erwerb von nicht-Finanzvermögen erlaubt ist. Zudem ist die Transaktion auch in Übereinstimmung mit dem Grundsatz einer passiven Verwaltung (Mindesthaltungsdauer 6 Monate), da die verkauften USD bereits im März 2011 gekauft wurden (FIFO – Prinzip).</p>	

Wir haben die oben aufgeführten Devisengeschäfte hinsichtlich der Einhaltung des Reglements beurteilt und sind zu folgenden Feststellungen gekommen:

- Bei den Devisengeschäften No. 1, 2 und 3 sind die Bestimmungen bezüglich Missbrauch von privilegierten Informationen (Art. 4 des Reglements) respektive reglementierte Geschäfte (Art. 6 des Reglements) anwendbar. Wir haben folgende Tätigkeiten durchgeführt:
 - Bezüglich des Missbrauchs von privilegierten Informationen haben wir die Daten der Transaktionen mit offiziellen Mitteilungen der SNB verglichen. Informationen bezüglich SNB Interventionen auf dem Devisenmarkt liegen uns keine vor.
 - Bezüglich den reglementierten Geschäften haben wir beurteilt, ob die nötigen Massnahmen (Passive Verwaltung resp. diskretionäres Verwaltungsmandat gemäss Art. 6 des Reglements) eingehalten sind.
- Die Transaktionen No. 1 und 3 stehen im Zusammenhang mit dem Kauf und Verkauf von Liegenschaften und den entsprechenden Geldflüssen. Es liegen keine Hinweise auf einen Missbrauch von privilegierten Informationen vor.
- Die Transaktionen unter No. 2 wurden direkt durch die Ehefrau bei der Bank veranlasst. Davon hat PMH gemäss den uns vorliegenden Unterlagen einen Tag nach Durchführung Kenntnis erhalten.

Aus dem uns vorliegenden E-Mail-Verkehr geht hervor, dass PMH keine Kenntnisse über die Veranlassung dieser Transaktion hatte. In einem E-Mail vom 16. August 2011 an den



Kundenbetreuer bei der Bank stellte PMH klar, dass Devisengeschäfte künftig nur durchgeführt werden können, wenn der Auftrag von PMH selbst kommt oder PMH einen solchen Auftrag bestätigt – dies aus Compliance Gründen. Ins erwähnte E-Mail wurde auch der Leiter Recht und Dienste der SNB kopiert. Aus einer Aktennotiz vom 7. September 2011 geht hervor, dass der Leiter Recht und Dienste den Sachverhalt mit PMH besprochen hat. Aus Sicht des Leiters Recht und Dienste ergab sich kein Handlungsbedarf. Es sei aber sicherzustellen, dass es keine Wiederholung gebe.

Unter dem Aspekt, dass die Transaktion zwei Tage vor einer wichtigen Ankündigung der SNB durchgeführt wurde, ist diese als heikel einzustufen. Zweck der Transaktion war eine Währungsallokation des Finanzvermögens (mit dem Ziel 50% der Flüssigen Mittel in USD zu halten). Mit dem Informieren des Leiters Recht und Dienste stellte PMH sofort die notwendige Transparenz sicher. Deshalb ist auch bei dieser Transaktion kein Missbrauch von privilegierten Informationen anzunehmen.

Beurteilung der Wertschriftengeschäfte/Finanzinstrumente

Nachstehende Übersicht zeigt die in den Unterlagen aufgeführten Wertschriftengeschäfte:

Bank	Datum	Transaktion	Bemerkung
SNB/Sarasin	08.07.11	Titeleinlieferung 820 Stück Swiss Re Namenaktien und 240 Stück Zurich Financial Services AG Namenaktien	Titeleinlieferung in Depot [REDACTED] (Übertrag aus UBS Depot)
Sarasin	15.08.11	Titeleinlieferung 205 Stück Swiss Re Namenaktien sowie 40 Stück Zurich Financial Services AG Namenaktien ins Depot der Tochter N.	Titeleinlieferung in Depot [REDACTED] (Übertrag aus UBS Depot)
Sarasin	15.08.11	Kauf 1'800 und 720 Stück Weatherford International AG Namenaktien zum Preis von CHF 13.94	Titeleinlieferung in Depots [REDACTED]
Sarasin	15.08.11	Kauf 200 Stück Roche GS zum Preis von CHF 128.90	Titeleinlieferung in Depot [REDACTED]
Sarasin	15.08.11	Kauf 500 und 200 Stück NESN zum Preis von CHF 49.14	Titeleinlieferung in Depot [REDACTED]

Wir haben festgestellt, dass sämtliche aufgeführten Wertschriftentransaktionen in Übereinstimmung mit dem Reglement durchgeführt wurden.

Beurteilung der erhaltenen Vollständigkeitserklärung

Die Vollständigkeitserklärung wurde uns mit Datum 20. Dezember 2011 zugestellt (Beilage 2). Sie deckt aus unserer Sicht die relevanten Punkte ab. Insbesondere bestätigt PMH auch, dass er die Bestimmungen des Reglements über Eigengeschäfte mit Finanzinstrumenten der Mitglieder des Erweiterten Direktoriums vom 1. Januar 2011 bis 20. Dezember 2011 eingehalten hat.



Schlussfolgerungen

Aufgrund der uns vom Leiter Recht und Dienste der SNB zur Verfügung gestellten Unterlagen und unseren Prüfungstätigkeiten sind wir auf keine Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass das Reglement über Eigengeschäfte mit Finanzinstrumenten durch PMH im Zeitraum vom 1. Januar 2011 bis 15. Dezember 2011 nicht eingehalten wurde.

Für Fragen stehen wir gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

PricewaterhouseCoopers AG

Two handwritten signatures are present. The first signature is on the left, and the second is on the right. Below each signature is a printed name.

Peter Ochsner Thomas Romer

Beilage erwähnt

Kopie an Leiter Recht und Dienste der SNB



Beilage 1 - Aufstellung der erhaltenen Unterlagen

Bankunterlagen

Unterlagen	Beurteilung
<p>Bank Sarasin & Co. Ltd, Zürich Adressat: PMH Portfolio [REDACTED] Portfolio [REDACTED] Kontokorrent [REDACTED] *) Kontokorrent [REDACTED] *) Kontokorrent [REDACTED] *) Kontokorrent [REDACTED] N. *) Privatkonto [REDACTED] N.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Werbeinformationen • Einzelne Transaktionsabrechnungen • Postenauszüge 18.2. bis 18.12.2011 für die mit *) markierten Konti. Auf den Postenauszügen ist vom Kundenbetreuer handschriftlich bestätigt, dass „dies alle 4 aktiven Konti sind, für welche alle Transaktionen seit Anfang aufgelistet sind“. 	<ul style="list-style-type: none"> • Kontobestände sind auf dem Kontokorrent [REDACTED] nicht ersichtlich. • Rund 40 Transaktionsabrechnungen (Ein- und ausgehende Zahlungen, Dividenden, Zinsabrechnungen, Wertschriftenkassageschäfte, Devisenkassageschäfte) im Zeitraum 18.10.2011 (jüngste Abrechnung) und 10.3.2011 (älteste Abrechnung)
<p>[REDACTED] Bank AG, [REDACTED] Adressat: PMH Universalkonto [REDACTED] (CHF) Privatkonto [REDACTED] (EUR)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Postenauszug datiert vom 16.12.2011 für die Periode 1.1.2011 – 21.11.2011 (CHF) resp. Datiert vom 19.12.2011 für die Periode 1.1.2011 – 30.11.2011 (EUR) <p>[REDACTED] Säule 3a-Konto [REDACTED]</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rund 20 Transaktionen verbucht. • Keine Hinweise auf Geschäfte mit Finanzinstrumenten respektive Devisen
<p>[REDACTED] bank, [REDACTED] Adressat: PMH Konto-Nr. [REDACTED]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Auszug datiert vom 16.12.2011 für die Periode 1.1.2011 – 16.12.2011 	<ul style="list-style-type: none"> • Über dieses Konto laufen Salärauszahlungen (Arbeitgeber und weitere Ämter), Lebenshaltungskosten sowie nicht genauer definierte Ausgaben • Keine Hinweise auf Geschäfte mit Finanzinstrumenten respektive Devisen

Unterlagen	Beurteilung
<p>██████████ bank</p> <p>Adressat: PMH und Ehefrau</p> <p>Privatkonto ██████████</p> <ul style="list-style-type: none"> • Postenauszug datiert vom 16.12.2011 für die Periode 29.9.2011 bis 16.12.2011 	<ul style="list-style-type: none"> • Lediglich 2 Transaktionen – davon ein Übertrag auf ein Konto ██████████ (möglicherweise Hypothek) • Keine Geschäfte mit Finanzinstrumenten respektive Devisen
<p>██████████</p> <p>Adressat: Ehefrau</p> <p>Kontokorrent ██████████ (CHF)</p> <p>Kontokorrent ██████████ (USD)</p> <p>Kontokorrent ██████████ (EUR)</p> <p>Kontokorrent ██████████ (GBP)</p> <p>██████████</p> <p>Adressat: PMH und Ehefrau</p> <p>Privatkonto ██████████ (CHF)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Hohe Anzahl von Kontobewegungen (Zahlungsverkehr) • Verschiedene begründete Devisenverkäufe (gegen CHF) während des Jahres um Soll-Saldo auf CHF-Konto auszugleichen. • Über Privatkonto, lautend auf PMH und Ehefrau, wurden keine Devisengeschäfte getätigt.
<p>██████████</p> <p>Adressat: Ehefrau</p> <p>Privatkonto ██████████</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Privatkonto von Ehefrau in EUR • Nur geringe Anzahl Ein- und Ausgänge in unbedeutender Höhe



Beilage 2 - Vollständigkeitserklärung

Vollständigkeitserklärung

Ich, Philipp M. Hildebrand, erkläre hiermit:

1. Ich oder mir nahestehende Personen hatten im Zeitraum vom 1. Januar bis 20. Dezember 2011 die Verfügungsgewalt über die folgenden Bankbeziehungen und -konti:

[REDACTED]
• [REDACTED]

Sarasin & Cie. AG, Zürich

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]*
- [REDACTED]*
- [REDACTED]*

* Das Konto [REDACTED] ist inaktiv. Die Konten [REDACTED] und [REDACTED] stellen Depots dar, die ausschliesslich Saldobestände aufweisen und vereinbarungsgemäss nicht offen zu legen sind.

Bank [REDACTED]

- [REDACTED] (CHF)
- [REDACTED] (EUR)
- [REDACTED] (Vorsorgekonto Säule 3a)

[REDACTED] bank [REDACTED]

- [REDACTED]

[REDACTED] (per Juli 2011 geschlossen)

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]

[REDACTED]

- [REDACTED]

[REDACTED] (Galerie Kashya Hildebrand)

- [REDACTED] (Kontokorrent CHF)
- [REDACTED] (Kontokorrent USD)
- [REDACTED] (Kontokorrent EUR)
- [REDACTED] (Kontokorrent GBP)

██████████ (Privatkonto Frau Hildebrand)

Ich bestätige, dass diese Liste abschliessend ist und ich sowie mir nahestehende Personen keine weiteren Bankbeziehungen und -konti (einschliesslich Postfinance), weder im In- noch im Ausland, besitzen oder daran wirtschaftlich berechtigt sind.

2. Ich bestätige ferner:
 - a. dass ich oder mir nahestehende Personen im Jahre 2011 keine **schwebenden Geschäfte** (z.B. Termingeschäfte oder Swaps) getätigt haben;
 - b. dass ich oder mir nahestehende Personen im Jahre 2011 **keine Versicherungen** (mit Ausnahme von Motorfahrzeug-, Hausrats- oder Reiseversicherungen oder Krankenkassen) oder Sparpläne oder Altersvorsorgepläne mit Versicherungsgesellschaften abgeschlossen habe oder daraus begünstigt waren;
 - c. dass **keine Treuhandvereinbarungen** bestanden haben, in denen ich oder mir nahestehende Personen entweder als Treugeber, Treuhänder oder Begünstigter aufgeführt sind, und
 - d. dass keine Vereinbarungen mit Drittpersonen bezüglich **gemeinsamen wirtschaftlichen Interessen** bestanden haben.
3. Als „mir nahestehende Personen“ gelten meine Familienangehörigen, d.h. meine Ehefrau Kashya Hildebrand sowie meine Tochter Natalia. Ich bestätige, im Jahre 2011 nie auf Rechnung Dritter Finanzgeschäfte getätigt zu haben, insbesondere nicht für Personen, mit denen ich in häuslicher Gemeinschaft (mit Ausnahme meiner Familienangehörigen) oder durch Erbengemeinschaft oder Mandat (z.B. Vormundschaft, öffentliches Amt, Beratung) verbunden bin.
4. Ich bestätige, dass ich nach bestem Wissen und Gewissen die Bestimmungen des Reglements über Eigengeschäfte mit Finanzinstrumenten der Mitglieder des Erweiterten Direktoriums vom 1. Januar 2011 bis heute eingehalten habe.

Zürich, 20. Dezember 2011


 Dr. Philipp M. Hildebrand